

du réseau ABM, le premier ministre a prononcé les mots suivants lors d'une conférence de presse à Washington:

Je possède des renseignements additionnels, mais les questions d'ordre moral et politique ne sont pas plus sur le point d'être réglées qu'il y a une semaine.

La question de savoir si la mise sur pied d'un système de missiles antimissiles déclenchera une course aux armements nucléaires est d'une importance vitale pour la population canadienne et pour le monde et j'espère que le premier ministre voudra bien faire une déclaration là-dessus sans trop tarder. La question est actuellement débattue au Congrès des États-Unis et je pense que ceux qui prennent des décisions dans ce domaine critique ont le droit de connaître l'attitude du gouvernement à cet égard.

Pour changer de sujet, nous manquons de renseignements sur les discussions touchant une politique du pétrole. Je note que le Sénateur William Proxmire des États-Unis a fait allusion à un accord secret. Pour nous il était secret, en effet, il y a quelques jours encore. Nous devons en savoir davantage au sujet de ce programme du pétrole. Notre programme actuel nous livre pieds et poings liés aux caprices des États-Unis et de leur industrie pétrolière. J'espère que nous aurons un débat complet en matière de politique du pétrole et que le gouvernement nous indiquera son attitude actuelle à cet égard.

Je suis désolé que le premier ministre n'ait pu nous rassurer quant à l'accord international sur les grains, ni nous dire si le président des États-Unis est disposé à promettre que les États-Unis respecteront les tarifs de prix fixés par cet accord, ni nous dire si les États-Unis se joindront au Canada pour exercer leur influence commune sur les autres pays exportateurs, afin de s'assurer qu'eux aussi respectent les dispositions de l'accord international sur les grains.

Pour terminer, monsieur l'Orateur, j'exprime l'espoir qu'à la suite des entretiens de Washington, le Canada et les États-Unis pourront régler certains de ces problèmes et établir des relations amicales.

**Des voix:** Bravo!

**M. Douglas:** J'ose espérer qu'il n'y a eu aucune tractation en sous-main et que nous ne devons pas sacrifier notre politique pétrolière ni notre politique de vente de blé, en échange d'une entente sur l'aménagement d'un réseau continental de bases antiengins.

[M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles).]

[Français]

**M. Gérard Laprise (Abitibi):** Monsieur l'Orateur, nous sommes heureux de constater que le premier ministre (M. Trudeau) est de retour de son voyage aux États-Unis, où il a rencontré le président de la république voisine. Nous sommes également heureux de constater qu'il a acquis de l'expérience en voyageant ainsi.

D'après le peu qu'il a révélé à la Chambre aujourd'hui, je suis d'avis que ces échanges de vues avec le Président des États-Unis ont été aussi fructueux qu'on pouvait l'espérer.

Nous osons croire que le premier ministre a su exprimer le désir de tous les Canadiens de devenir de plus en plus indépendants économiquement, tout en conservant cependant des relations politiques et commerciales amicales avec ce pays dont on ne peut ignorer la puissance politique, économique et militaire.

Nous croyons également que les entretiens des deux derniers jours ont dû porter sur des sujets commerciaux et sur la défense, non pas seulement américaine, mais de tout le continent nord-américain.

Le premier ministre nous a dit que les relations étaient maintenant solidement amorcées, et que dans quelques jours, quand il aura fait rapport à son cabinet, nous aurons l'occasion—et je pense que c'est une façon logique de procéder—d'en discuter ouvertement à la Chambre.

J'espère que le premier ministre s'est montré assez déterminé et assez sûr de lui pour faire comprendre à ce géant du Sud que nous admettrions difficilement qu'un pays aussi hautement civilisé se serve de sa puissance pour imposer ses vues.

Je dis ceci, monsieur l'Orateur, car, à mon sens, toute mesure du gouvernement américain touchant la défense de son territoire devrait être prise en tenant compte du Canada, qui a aussi son importance pour les États-Unis.

● (2.30 p.m.)

On a souvent entendu, surtout ces dernières années, des déclarations très retentissantes, soit aux Nations Unies, soit à l'OTAN, soit au cours des rencontres interparlementaires, à l'effet qu'un État ne doit pas intervenir dans les affaires d'un autre.

Les États-Unis sont précisément de ceux qui ont fait de telles déclarations, mais trop souvent, hélas! ce même pays s'immisce dans les affaires des autres États, sans consultation préalable.

Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de discourir longuement sur les résultats qui peuvent suivre les discussions des jours derniers, puisque la déclaration du très honorable premier ministre a été assez laconique.